

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS193/1

G/L/367

26 avril 2000

(00-1676)

Original: anglais

CHILI - MESURES CONCERNANT LE TRANSPORT EN TRANSIT ET L'IMPORTATION D'ESPADONS

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 19 avril 2000 et adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente du Chili et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Au nom des Communautés européennes, j'ai l'honneur de demander l'ouverture de consultations avec la République du Chili conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) au sujet de l'interdiction de débarquer des espadons dans les ports chiliens instituée en vertu de l'article 165 de la Loi générale du Chili sur la pêche et l'aquaculture (Ley General de Pesca y Acuicultura), telle qu'elle a été codifiée par le Décret suprême n° 430 du 28 septembre 1991 et prorogée par le Décret n° 598 du 15 octobre 1999.

Les navires de pêche des Communautés qui naviguent dans le Pacifique du Sud-Est ne sont pas autorisés, d'après la loi chilienne, à débarquer des espadons dans les ports chiliens, que ce soit pour l'entreposage à terre ou pour le transbordement sur d'autres navires. Le Chili empêche donc le transport en transit des espadons dans ses ports. Cette prohibition empêche aussi l'importation de ce poisson au Chili.

Les mesures chiliennes, en obligeant les navires des Communautés à débarquer ou à transborder leurs prises dans les ports d'autres pays, occasionnent une perte de compétitivité et causent par conséquent un tort à la branche de production des Communautés. En outre, elles empêchent l'accès à certains marchés non communautaires, car les ports chiliens sont des bases essentielles à l'exportation d'espadons vers ces marchés, et causent ainsi des effets commerciaux préjudiciables aux exportateurs communautaires.

Les Communautés européennes sont préoccupées par le fait que les mesures susmentionnées ne sont apparemment pas conformes aux obligations qui incombent au Chili en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. En particulier, ces mesures sembleraient contraires aux articles V et XI du GATT de 1994.

J'attends votre réponse à cette demande des Communautés européennes et espère qu'une date mutuellement acceptable pourrait être fixée pour les consultations.
